

L'accumulation des affaires entache le quinquennat de Macron

Article rédigé par *France info TV*, le 13 septembre 2019

Source [France info TV]

La mise en examen du président de l'Assemblée nationale s'ajoute aux dossiers qui empoisonnent le mandat d'Emmanuel Macron.

Le président de l'Assemblée nationale, [Richard Ferrand](#), [mis en examen](#) pour "prise illégale d'intérêts" dans la nuit du mercredi 11 au jeudi 12 septembre, est un proche parmi les proches d'[Emmanuel Macron](#). Le dossier des Mutuelles de Bretagne qui le met en difficulté n'est pas la première épine dans le pied de l'Elysée. Ce quinquennat, comme les précédents, n'échappe pas aux affaires, plus ou moins lourdes et complexes, qui ternissent la vie politique française. Voici cinq dossiers, classés ou non, qui ont déjà marqué le mandat du chef de l'Etat.

C'est quoi ? [Richard Ferrand](#) a été mis en examen pour "prise illégale d'intérêts". L'enquête porte sur l'affaire dite des Mutuelles de Bretagne, qui avait conduit ce fidèle de la première heure d'Emmanuel Macron [à quitter le gouvernement](#), dès juin 2017. A peine nommé ministre de la Cohésion des territoires, il avait été épinglé par *Le Canard enchaîné*. En 2011, les Mutuelles de Bretagne, que Richard Ferrand dirigeait alors, avaient décidé de louer des locaux commerciaux appartenant à la société de sa compagne.

Le procureur de Brest avait ouvert une enquête préliminaire en juin 2017, qu'il avait classée sans suite en octobre, invoquant la prescription sur le délit de "prise illégale d'intérêts" et estimant que les infractions d'abus de confiance et d'escroquerie n'étaient "*pas constituées*". L'association anti-corruption Anticor avait alors déposé une seconde plainte avec constitution de partie civile, ce qui a déclenché l'ouverture d'une information judiciaire et à sa mise en examen.

Pourquoi c'est marquant ? [Jamais un président de l'Assemblée nationale n'avait été mis en examen](#). Légalement, il reste présumé innocent et a le droit de rester au perchoir. Est-ce tenable ? La majorité fait bloc autour d'un Richard Ferrand "*déterminé à poursuivre [sa] mission*" à la tête de l'Assemblée. Et il peut compter sur [le soutien d'Emmanuel Macron](#). Mais dans l'opposition, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, et le président de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan, appelle à sa démission. La porte-parole des Républicains, Lydia Guirous, juge sa position "*très difficilement tenable sur le court terme*".

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)